

FRANCE

Jours de plomb

David Angel

L'ambiance en France était déjà lourde avant les attentats de Paris. Depuis vendredi, elle devient insoutenable. Un récit personnel.

Pendant quelques instants, tout semble normal, ce samedi 14 novembre. Je viens de me réveiller. Mais un bruit inhabituel, qui se révèle vite être le bruit d'hélice d'un hélicoptère survolant les alentours, me rappelle que tout n'est pas comme d'habitude. Un bref regard sur le smartphone le confirme : des dizaines de notifications push dans toutes les langues, des mots comme « alerte », « guerre », « terroriste », « état d'urgence ». J'ai envie de me rendormir.

Quelques heures auparavant, le vendredi soir. Avant de me coucher, je regarde l'heure sur mon smartphone, une mauvaise habitude. J'aurais mieux fait d'utiliser ma montre : « Fusillade à Paris », lis-je sur mon écran. Je pense à une fusillade du genre de celles qui éclatent régulièrement dans les quartiers nord de Marseille, un règlement de compte entre bandes de dealers. Néanmoins, je n'arrive plus à trouver le sommeil.

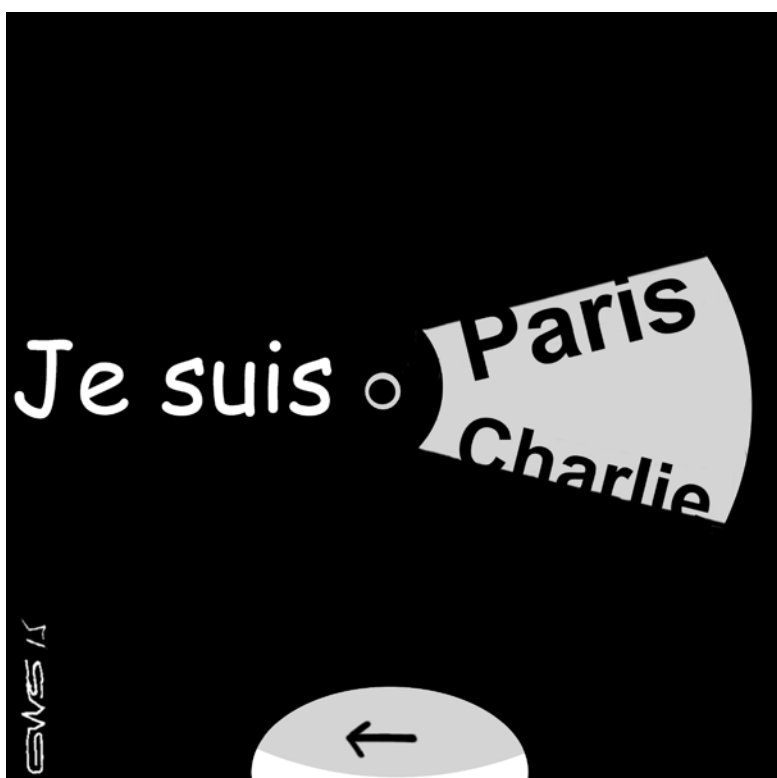
Rapidement, l'hypothèse du règlement de compte ne tient plus la route : un premier bilan parle de 18 morts, un décompte qui augmente constamment. Les sites web des grands médias français mettent du temps à fournir les premières informations. Les réseaux sociaux sont plus rapides. Sur TF1, la retransmission du match France-Allemagne au

Stade de France n'est pas interrompue. Sur Twitter, des internautes s'interrogent sur les détonations qu'on a pu entendre en direct, à la télé. Le fil d'actualité en ligne du quotidien Le Monde indique que le président Hollande a quitté le Stade de France en hélicoptère.

Sur Facebook, certains de mes contacts expriment leurs premières pensées à travers des statuts. Le mot « guerre » fait le tour, vite repris par les médias. « La France est en guerre », dira aussi le président Hollande quelques heures plus tard, lorsqu'il prendra la parole pour la première fois après les attentats. Il annoncera aussi la fermeture des frontières ainsi que la mise en place de l'état d'urgence.

Le mot « guerre » fait le tour, vite repris par les médias.

Soudain, une autre information est relayée sur Twitter : à Calais, la « jungle », un campement de migrants, est en flammes. Pour beaucoup, l'explication est claire : des fachos ont incendié le camp en réaction aux attentats. Je ne veux pas y croire, mais cela me semble tout à fait possible, vu l'ambiance qui règne en France ces derniers mois. Les médias officiels ne reprendront l'information que le lendemain, en soulignant qu'il s'agissait d'un incendie accidentel et non criminel. Néanmoins, les jours





Du sang et des larmes...Hommage aux victimes sur un des lieux des attentats.

PHOTO : FLICKR

suyants, une recrudescence d'actes islamophobes est constatée. Comme après les attentats de janvier.

Samedi matin, je n'arrive plus à me rendormir, alors je me lève et sors sur le balcon. Il fait beau dehors, le ciel est bleu et, même s'il y a un petit vent frais qui souffle, les températures sont assez douces pour un matin de novembre. Des feuilles mortes de toutes les couleurs ornent l'asphalte. Les rues sont désertes et l'ambiance, étrangement pacifique.

Pour l'après-midi, le maire de Metz, le socialiste Dominique Gros, a convoqué un rassemblement en hommage aux victimes de la veille. L'état d'urgence confère au préfet l'appréciation des éventuels risques liés à des manifestations publiques et lui donne la possibilité de les interdire. Cette fois, il donne son accord, le rassemblement a lieu. Environ 500 personnes suivent l'appel du maire et se recueillent devant un monument aux morts. Les mines sont lourdes. Il y a quelques jeunes, dont certains arborent un drapeau bleu-blanc-rouge, mais la majorité est composée de personnes d'âge moyen. Dominique Gros, costume et manteau noirs, chapeau sur la tête, est le seul à prendre la parole.

Plus tard, à la fin du rassemblement, une dizaine de militants de « Génération identitaire », groupuscule d'extrême droite, tentera de rejoindre les quelques centaines de manifestants, banderole « Expulsons les islamistes ! » et fumigènes à la main. Ils seront insultés et repoussés par la

foule, puis arrêtés par les policiers sous les applaudissements.

La droite et l'extrême droite essayent de tirer profit des événements. Vite, le responsable des attentats est clair : le gouvernement socialiste. Parce qu'il est trop « laxiste », prétendent. L'unité nationale, proclamée en janvier et prolongée en novembre, ne tiendra pas longtemps. Trois jours après les attentats, alors que « les cadavres sont encore chauds », comme le commentent certains, tous les yeux des politiciens sont braqués sur les élections régionales qui auront lieu début décembre. Sarkozy dénonce la politique du gouvernement et la diminution des effectifs chez les forces de l'ordre. Il oublie que c'est lui qui avait décidé cette diminution, quand il était encore président.

Dimanche matin, quand je me rends au marché de mon quartier, les rues sont moins désertes. Il fait encore beau et les habitants en profitent pour sortir, pour voir des gens. L'ambiance est plutôt détendue au marché, mais le sujet principal, ce sont les attentats, forcément. « C'est horrible ! », s'exclame une femme derrière moi. J'ai l'impression que tout le monde est plus sympa que d'habitude. Moi aussi, je me surprends en train d'être extrag gentil avec le vendeur de légumes maghrébin. Je ne voudrais pas qu'il pense que je le prends pour un terroriste potentiel. C'est bête, mais j'en ai besoin et j'ai l'impression que je ne suis pas le seul.

Dans le train, lundi matin, les mines sont sombres, les gens silen-

cieux. Tous les yeux sont braqués sur les smartphones ou, pour les plus anciens, sur les journaux aux unes racoleuses et guerrières. À chaque fois que la porte du compartiment s'ouvre, le mec à côté de moi tressaille et se retourne nerveusement. Il n'est pas le seul. Un jeune qui porte une barbe est scruté discrètement par les personnes qui l'entourent. Il le sait et n'est visiblement pas à l'aise. Je m'attends à un contrôle de police dans le train... rien.

Aujourd'hui, on me parle de fermeture de frontières et ça me fait peur.

À l'arrivée du train, le jeune homme barbu aide une dame à porter sa valise. Elle le remercie chaleureusement et lui souhaite une bonne journée. Les gens sont tiraillés entre la peur et le désir d'être plus aimables que d'habitude, j'ai l'impression.

Ce n'est qu'en sortant du train à Luxembourg que j'aperçois les premiers policiers et des douaniers lourdement armés, certains à moitié cagoulés. Ils observent les passants et semblent être sur les nerfs. Comme les vigiles avec leur berger allemand qui tournent dans le hall de la gare. À Metz, les policiers sont plus discrets : ils sont en civil pour la plupart, même s'ils sont facilement reconnaissables.

Est-ce donc ça la guerre ? Moi, on m'avait promis que l'Europe, ça

nous apporterait la paix éternelle. Je suis né la même année que la chute du mur de Berlin et, pour être sincère, jusqu'à il y a peu de temps, je n'aurais pas osé imaginer que, un jour, on me parlerait de guerre, ici, au cœur de l'Europe. Je fais partie de cette génération pour qui traverser une frontière n'a pas plus d'importance qu'aller au supermarché. Aujourd'hui, on me parle de fermeture de frontières et ça me fait peur.

Au fil des événements, de nouvelles mesures de sécurité sont annoncées : des perquisitions administratives - ordonnées par le préfet ou le ministre de l'Intérieur, sans que l'accord d'un juge soit nécessaire - seront désormais possibles. Mercredi, Bernard Cazeneuve, ministre de l'Intérieur, annonce avec fierté que, en trois jours, 414 perquisitions ont été réalisées. Des perquisitions qui peuvent se faire la nuit, contrairement à celles effectuées en temps de paix. 75 armes ont été trouvées, 60 personnes mises en garde à vue. Au passage, au moins une mosquée a été vandalisée par des policiers lors d'une perquisition. C'est tout au moins ce que relaient certains sur les réseaux sociaux. À Lille, ce sont des policiers du Raid, unité d'élite de la police nationale, qui viennent déloger les habitants d'un squat, peut-on aussi apprendre.

118 assignations à résidence ont également été prononcées. Des personnes qui pourraient potentiellement nuire « à la sécurité et à l'ordre public » peuvent ainsi être interdites de déplacements, obligées de poin-

SPEZIAL « ATTENTATS »

PHOTO : FLICKR



Paris en état de siège : Policiers lourdement armés dans les rues de la capitale française.

ter plusieurs fois par jour dans un commissariat. Comme ça, sans qu'un juge doive le décider. Parce qu'elles sont « fichées » par les services de renseignement.

L'« attentat le plus meurtrier depuis la Seconde Guerre mondiale » ? On oublie vite, en France.

Les parallèles entre le discours que Hollande a prononcé lundi 16 novembre et celui que George W. Bush a tenu après le 11 septembre sont frappants : ici et là, le « monde civilisé » est attaqué, ici et là, c'est la guerre, ici et là, « nous » allons les traquer jusqu'au bout. Hollande, faible aux yeux de beaucoup, se met en scène, devient guerrier, adopte une posture martiale. Les premiers sondages lui donnent raison. La grande majorité des Français serait, entre autres, prête à sacrifier des libertés au nom de la sécurité.

Hollande veut un changement de la Constitution, pour lutter plus « efficacement » contre le terrorisme. L'état d'urgence est prolongé de trois mois, pour tout le territoire français. Du jamais-vu depuis la guerre d'Algérie. En 2005, quand les banlieues s'embrasaient, le premier ministre de l'époque, Dominique de Villepin, avait déjà déclaré l'état d'urgence, mais il était limité à la région Île-de-

France. Personne ne semble se demander ce qui se passera le jour où tout cet arsenal judiciaire et policier tombera entre les mains du Front national.

J'entends Laurent Wauquiez, aile droite des « Républicains », proposer l'« internement » de quelque 4.000 individus soupçonnés de liens avec le terrorisme à la télé. Ça me fait penser à la guerre d'Algérie. En sommes-nous à ce point ? Sur France 2, ils parlent de l'« attentat le plus meurtrier depuis la Seconde Guerre mondiale ». Moi, je pense aux 200 Algériens tabassés à mort et noyés dans la Seine en 1961 par les forces de police parisiennes. On oublie vite, en France.

Samedi soir, je décide d'aller boire un verre en ville, histoire de rencontrer quelques copains, de parler. Les attentats sont le seul sujet de discussion, à toutes les tables. « T'imagines, ç'aurait pu être nous ! », dit une femme. « Mais dans quel monde vivons-nous ? », se demande un homme. « J'espère que, là, on s'unira à la Russie pour les écraser. Poutine, il se laisserait pas faire », entend-je derrière moi. Un copain n'est pas venu boire un verre. Il est d'origine maghrébine et a peur des remarques et des regards en coin. « Je vais encore m'en prendre plein la gueule, comme en janvier », confie-t-il.

Le même soir, un autre rassemblement est convoqué : un couple de jeunes Messins, 22 et 23 ans, est mort au Bataclan. Leurs copains se rassemblent pour pleurer. Ils construisent

une pyramide de skateboards et de BMX au milieu de la place d'Armes, à côté de la cathédrale de Metz. Mathias, le mec qui est mort à Paris, était fan de skateboard et de BMX.

Deux jours plus tard, alors que l'un des terroristes présumés est toujours en cavale, la nervosité bat son plein. Une commerçante de Pont-à-Mousson, entre Nancy et Metz, dit l'avoir vu. Une chasse à l'homme est lancée. L'hélicoptère tourne à nouveau, on entend des sirènes quasiment sans interruption. Plus tard, l'information se révélera fautive. À Metz, une partie du centre-ville est évacuée parce qu'un colis suspect a été repéré.

Mardi, le hashtag #TousAuBistrot appelait les Parisiens à se retrouver en terrasse pour faire front face au terrorisme.

Dans le coin, des gens ont déclenché une opération de police parce qu'un homme a prié dans un train. Certains diront qu'il frappait à la porte du conducteur tout en récitant des versets du Coran. Des parents appellent leurs enfants en leur disant de rentrer vite ou de se mettre à l'abri, parce que le terroriste serait à Metz. À Paris, des policiers tirent sur une voiture parce que le conducteur ne s'arrête pas quand ils le lui ordonnent. Je me demande quand une per-

sonne innocente, qui se trouvera au mauvais moment au mauvais endroit et aura peut-être la mauvaise couleur de peau, se fera tuer par un flic trop nerveux.

Les va-t-en-guerre deviennent de plus en plus nombreux, j'ai l'impression. Des gens parfaitement sensés parmi mes connaissances disent que « maintenant, ça suffit », qu'il faut « y aller », les « détruire ». Quand les premières frappes en Syrie par des avions français sont annoncées, nombreux sont ceux qui jubilent. Suis-je le seul à croire que là, la France est en train de se lancer dans une guerre sans fin, qu'aux frappes aériennes succéderont de nouveaux attentats, et ainsi de suite ? Le seul à avoir peur de tout ce que cela implique ? À avoir l'impression que c'est exactement ce que veulent ces fous d'Allah, à penser qu'on est en train de tomber dans le piège qu'ils ont tendu ?

La vie continue, disent certains, et ils ont probablement raison. Peut-être que, dans quelques mois, tout sera revenu à la normale. Pour être honnête, je n'y crois pas vraiment. Mais la vie continue, c'est sûr. Mardi, le hashtag #TousAuBistrot appelait les Parisiens à se retrouver en terrasse pour faire front face au terrorisme. C'est probablement ce que je vais faire, moi aussi. Et puis merde à la guerre !